

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 28

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

56^a Sessione ordinaria
(Parigi, 2-4 giugno 2009)

Raccomandazione n. 839 ⁽²⁾

Sulle operazioni militari dell'Unione europea
— Replica alla relazione annuale del Consiglio

Trasmessa il 1^o luglio 2009

L'ASSEMBLÉE,

(i) Soutenant pleinement les efforts déployés par l'Union européenne dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD);

(ii) Reconnaissant la portée des missions entreprises dans le cadre de la PESD pour apaiser les conflits en différents points du globe;

(iii) Soutenant pleinement les efforts des organisations internationales et régionales en Bosnie-Herzégovine et leur action en faveur de la stabilisation et de la sécurisation du Darfour et des régions avoisinantes;

(iv) Mettant l'accent sur la contribution apportée par la communauté internationale pour protéger les civils dans les zones de conflit et pour trouver une solution durable aux crises humanitaires;

(v) Soulignant par ailleurs qu'il est essentiel d'établir l'Etat de droit dans ces zones;

(vi) Reconnaissant l'importance du rôle joué par la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et l'Etat de droit et créer, dans les zones de conflit, une infrastructure juridique et un système judiciaire solides, stables et fonctionnels;

(vii) Exprimant son soutien au processus de paix mis en oeuvre par les différentes parties au conflit au Tchad et dans la région du Darfour;

⁽²⁾ Adoptée par l'Assemblée le 4 juin 2009, au cours de sa 4^{ème} séance plénière.

(viii) Considérant que l'Europe a une responsabilité à exercer dans la pacification des conflits en Afrique, le maintien de la paix et la protection des civils, en application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU;

(ix) Notant les difficultés rencontrées lors de la phase de génération de forces pour trouver suffisamment de contributeurs en hommes et en équipements;

(x) Notant également que certains pays non membres de l'UE ont eu des difficultés à participer à la mission EUFOR pour des raisons financières;

(xi) Notant aussi qu'en raison de ces problèmes financiers, certaines troupes ont été déployées sans l'équipement adéquat dans une région inhospitalière;

(xii) Reconnaissant que la contribution de pays non membres de l'UE a permis de compléter le dispositif nécessaire pour assurer le succès de la mission EUFOR Tchad/RCA;

(xiii) Considérant qu'en matière de financement, le mécanisme ATHENA n'est plus satisfaisant, notamment pour des missions dans lesquelles des milliers de soldats sont engagés pour une durée indéterminée;

(xiv) Notant que le mécanisme ATHENA, qui ne couvre que les coûts communs de l'opération EUFOR, c'est-à-dire moins de 120 millions d'euros, ne prend en charge qu'une faible partie des coûts totaux de la mission, estimés à près d'un demi-milliard d'euros;

(xv) Considérant que dans ses réflexions sur la mise en oeuvre d'un partenariat stratégique avec l'Afrique, l'Union doit développer une vision cohérente à moyen et long termes en ce qui concerne l'utilisation simultanée de ses instruments économiques, juridiques, civils et militaires de gestion des crises;

(xvi) Considérant, à la lumière de l'expérience acquise avec les opérations EUFOR RD Congo et EUFOR Tchad/RCA, qu'il est urgent de réviser les principes,

structures et mécanismes de planification opérationnelle, de génération de forces, de conduite des opérations et de financement des opérations civiles et militaires de gestion des crises, surtout en ce qui concerne la dimension africaine;

(xvii) Considérant que les gouvernements des Etats membres doivent mettre en oeuvre une coordination plus étroite avec leurs parlements nationaux avant de décider du lancement d'une opération militaire de gestion des crises, dans le cadre de l'UE ou l'OTAN, afin de mieux définir les objectifs de celle-ci et les conditions d'emploi des forces (règles d'engagement), compte tenu des différents intérêts nationaux représentés et des priorités nationales,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE

1. A soutenir activement les efforts de la mission MINURCAT II de l'ONU ainsi que les actions des organisations humanitaires internationales au Darfour et dans les régions avoisinantes;

2. A poursuivre les efforts au niveau national, européen et à celui de l'OTAN, en vue de développer et renforcer les capacités d'intervention et de soutien des forces européennes en mettant l'accent sur la déployabilité, la mobilité, la logistique, les systèmes d'armes, l'interopérabilité et la multinationalité, notamment dans le cadre des arrangements dits de « Berlin Plus »;

3. A maintenir des relations étroites avec l'ONU pour que l'Union européenne puisse réagir rapidement en cas d'accord sur le lancement d'une opération de maintien de la paix;

4. A veiller, lors des conférences de génération de forces, à ce que les Etats membres et les Etats non membres de l'UE souhaitant mettre à disposition des troupes soient informés sur le matériel nécessaire à l'opération;

5. A veiller, dans la mesure du possible, à ce que les parlements nationaux soient désormais consultés avant toute décision sur le lancement d'une mission militaire de gestion des crises et tenus régulièrement informés de la suite donnée;

6. A suivre l'évolution de la situation des réfugiés dans la région du Darfour et à contribuer à l'établissement d'une infrastructure d'approvisionnement et de communication qui encouragerait les réfugiés à retourner dans leurs villages d'origine;

7. A encourager le commandement de l'opération MINURCAT II à tirer les enseignements de la mission EUFOR et à suivre les pratiques de celle-ci concernant la communication avec les villages et camps de réfugiés et le maintien d'une présence visible et rassurante;

8. A formuler des propositions en vue d'une réforme rapide du mécanisme

ATHENA pour le financement des opérations militaires de gestion des crises par l'Union européenne, afin de s'assurer d'une participation au moins financière de tous les Etats prenant la décision du lancement d'une opération;

9. A réexaminer le principe de sélection de la nation cadre et le rôle de cette dernière à la suite des grandes difficultés rencontrées lors de la phase de génération de forces;

10. A prendre les mesures nécessaires pour que l'Union européenne dispose d'une capacité de planification et de commandement des opérations réellement permanente et réactive;

11. A maintenir l'Assemblée informée sur l'état des missions où des forces nationales des Etats de l'UEO sont déployées dans le cadre d'opérations militaires de gestion des crises conduites par l'Union européenne ou par l'OTAN.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 839 ⁽²⁾Sulle operazioni militari dell'Unione europea
— Replica alla relazione annuale del Consiglio

L'ASSEMBLEA,

(i) sostenendo pienamente gli sforzi dell'Unione europea nel quadro della sua Politica europea di sicurezza e di difesa (PESD);

(ii) riconoscendo la portata delle missioni intraprese nell'ambito della PESD per mitigare i conflitti in varie parti del mondo;

(iii) sostenendo pienamente il lavoro svolto dalle organizzazioni internazionali e regionali per la stabilità e la sicurezza, ad esempio in Bosnia ed Erzegovina o in Darfur e nelle regioni confinanti;

(iv) sottolineando l'importante contributo che la comunità internazionale fornisce alla protezione dei civili nelle zone di conflitto e alla ricerca di soluzioni durature alle crisi umanitarie;

(v) ribadendo inoltre quanto cruciale sia la creazione di uno Stato di diritto in queste zone;

(vi) riconoscendo l'importanza del ruolo della comunità internazionale per la promozione dello Stato di diritto e per la creazione di un quadro giuridico solido, stabile ed efficace nelle zone di conflitto;

(vii) esprimendo il proprio sostegno al processo di pace intrapreso dalle parti coinvolte nel conflitto in Ciad e nella regione del Darfur;

(viii) considerando che l'Europa, in ottemperanza alle pertinenti risoluzioni del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite, ha la responsabilità di contribuire a mitigare il conflitto in Africa, mantenere la pace e proteggere la popolazione civile;

(ix) constatando le difficoltà riscontrate nella fase di generazione delle forze per trovare un numero sufficiente di paesi disposti a fornire uomini e attrezzature;

(x) constatando altresì che alcuni paesi non membri dell'UE hanno avuto difficoltà a partecipare alla missione EUFOR per ragioni finanziarie;

(xi) osservando altresì che a causa di tali difficoltà finanziarie alcune truppe sono state dispiegate in una regione ostile senza attrezzature adeguate;

(xii) riconoscendo che il contributo di alcuni paesi non membri dell'UE ha reso possibile il completamento degli accordi necessari a garantire il successo della missione EUFOR Ciad/RCA;

(xiii) considerando, in relazione ai finanziamenti, che il meccanismo ATHENA

⁽²⁾ Approvata dall'Assemblea il 4 Giugno 2009 nella 4^a seduta.

non è più sufficiente a finanziare soprattutto le missioni che prevedono il dispiegamento di migliaia di uomini per un periodo di tempo indeterminato;

(xiv) constatando che il meccanismo ATHENA, che copre unicamente i costi comuni della missione EUFOR che ammontano a meno di 120 milioni di euro, finanzia soltanto una parte esigua del costo totale della missione, stimato a oltre mezzo miliardo di euro;

(xv) considerando che, nelle sue deliberazioni relative alla creazione di un partenariato strategico con l'Africa, l'Unione europea deve sviluppare una visione a medio e lungo termine che sia coerente con l'utilizzo simultaneo dei suoi strumenti economici, giuridici, civili e militari di gestione delle crisi;

(xvi) considerando, alla luce dell'esperienza acquisita con le missioni EUFOR RD Congo ed EUFOR Ciad/RCA, che i principi, le strutture e i meccanismi relativi alla pianificazione operativa, alla generazione delle forze nonché alla gestione e al finanziamento delle operazioni civili e militari di gestione delle crisi dovrebbero essere rivisti con urgenza, soprattutto per quanto riguarda l'Africa;

(xvii) considerando che i governi degli Stati membri devono agire sulla base di un maggior coordinamento con i rispettivi parlamenti nazionali prima di decidere di lanciare un'operazione di gestione militare delle crisi in ambito UE o NATO, così da definire meglio gli obiettivi della missione e le condizioni di spiegamento (regole d'ingaggio), dati i diversi interessi nazionali e le priorità in gioco,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE I PAESI DELL'UEO, IN QUANTO MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A

1. sostenere attivamente il lavoro della missione MINURCAT II dell'ONU e delle organizzazioni umanitarie internazionali che operano in Darfur e nelle regioni confinanti;

2. agire a livello nazionale, comunitario e della NATO per sviluppare e rafforzare le capacità di intervento e sostegno delle forze europee, soprattutto per quanto concerne lo spiegamento, la mobilità, la logistica, i sistemi d'arma, l'interoperabilità e il carattere multinazionale, segnatamente nel quadro degli accordi « Berlino + »;

3. mantenere strette relazioni con le Nazioni Unite, cosicché l'Unione europea possa rispondere con rapidità una volta concordato il lancio di un'operazione di mantenimento della pace;

4. garantire che, nel corso delle conferenze di generazione delle forze, gli Stati membri dell'UE e i paesi non membri che desiderano mettere a disposizione le loro truppe siano informati in merito alle attrezzature necessarie all'operazione;

5. garantire che, d'ora in poi e per quanto fattibile, i parlamenti nazionali siano consultati prima di qualunque decisione relativa al lancio di un'operazione militare di gestione di crisi e che siano regolarmente informati sui progressi compiuti;

6. vigilare sugli sviluppi della situazione dei rifugiati nella regione del Darfur e contribuire alla creazione di un'infrastruttura di approvvigionamento e di comunicazione che porti i rifugiati a fare ritorno ai loro villaggi;

7. incoraggiare il comando dell'operazione MINURCAT II ad attingere agli insegnamenti della missione EUFOR e a seguire le medesime pratiche per assicurare la comunicazione con i villaggi e con i campi di rifugiati e garantire una presenza sul campo visibile e rassicurante;

8. presentare proposte volte a una rapida riforma del meccanismo ATHENA per il finanziamento delle operazioni militari UE di gestione delle crisi, così da garantire almeno la partecipazione finanziaria di tutti i paesi coinvolti nella decisione di lanciare un'operazione;

9. rivedere i principi per la selezione della nazione quadro e il suo ruolo, alla luce delle notevoli difficoltà riscontrate nel corso della fase di generazione delle forze;

10. adottare le misure necessarie a garantire che l'Unione europea si doti di

una capacità di comando e di pianificazione operativa autentica e permanente;

11. tenere l'Assemblea informata circa lo stato delle missioni UE e NATO di gestione delle crisi che prevedono lo spiegamento delle forze nazionali dei paesi membri dell'UEO.